24 mars 1851

Décret portant règlement des écoles normales primaires

Louis-Napoléon Bonaparte, [Charles] Giraud

Source : *B.A.I.P.* n° 15, p. 179-185.

En 1850, seuls quatre départements^(a) ont décidé, comme l'article 35 de la loi du 15 mars 1850* leur en offrait la possibilité, la suppression de leur école normale. Il reste donc à cette date plus de soixante-dix écoles normales en activité. Ce nouveau règlement qui se substitue à celui du 14 décembre 1832*, modifie la durée des études, les matières d'enseignement, le mode de recrutement des élèves-maîtres et le régime intérieur de l'établissement.

Le Président de la République,
Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Cultes,
Vu l'article 35 de la loi du 15 mars 1850,
Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,
Décrète :

Titre I^{er}

Des objets de l'enseignement dans les écoles normales primaires

Article 1^{er}. - L'enseignement dans les écoles normales primaires comprend :
l'instruction morale et religieuse ;
la lecture ;
l'écriture ;
les éléments de la langue française ;
le calcul et le système légal des poids et mesures ;
le chant religieux.

Il peut comprendre en outre :

l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques ; les éléments d'histoire et de géographie ;
des notions des sciences physiques et d'histoire naturelle, applicables aux usages de la vie ;
des instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène ;
l'arpentage, le nivellement et le dessin linéaire ;
la gymnastique.

Art. 2. - La durée du cours d'études est de trois ans.

Art. 3. - A la fin de la seconde année, le conseil académique désigne, sur le rapport de la commission de surveillance, les élèves qui pourront recevoir tout ou partie de l'enseignement des matières indiquées aux paragraphes 9, 10, 11, 12 et 13 de l'article 1^{er} du présent règlement.

Art. 4. - Les élèves-maîtres seront exercés à la pratique des méthodes d'enseignement dans les écoles primaires qui seraient annexées aux écoles normales.

L'instituteur qui dirige l'école annexe est considéré comme maître adjoint, et nommé conformément aux dispositions de l'article 8 ci-après.

Art. 5. - Chaque année, le conseil académique désigne les livres qui seront mis à la disposition des élèves. Ces livres seront exclusivement choisis parmi ceux dont l'introduction aura été autorisée conformément à l'article 5 de la loi du 15 mars 1850.

^(a) Le Jura, le Morbihan, le Doubs, et le Lot-et-Garonne ont fermé leur école normale en 1850. En 1851, les suppressions ont lieu en Charente, Charente-Inférieure, Lot et Nièvre. (Voir Christian Nique, *L'impossible gouvernement des esprits*. Paris : Nathan, 1991, p. 120.)

Titre II
De la direction et de la surveillance

Chapitre I^{er}. - *De la direction*

Art. 6. - Le directeur de l'école est nommé par le ministre de l'Instruction publique, après avis du conseil académique.

Art. 7. - Le directeur est chargé de la principale partie de l'enseignement.

Art. 8. - Le directeur est secondé, pour l'enseignement et la surveillance, par des maîtres adjoints, nommés par le ministre sur la proposition du recteur de l'académie.

Ces maîtres résident dans l'établissement ; ils sont au nombre de deux au plus, non compris l'aumônier.

Il ne pourra être attaché de maître externe aux écoles normales que pour le chant. Ce maître est proposé par le directeur, et agréé par le recteur.

Art. 9. - L'instruction religieuse est donnée aux élèves-maîtres, suivant la religion qu'ils professent, par les ministres des différents cultes reconnus par l'État.

Chapitre II. - *De la commission de surveillance et de ses attributions*

Art. 10. - La surveillance de l'école normale est confiée à une commission de cinq membres, nommés pour trois ans par le recteur, sur la proposition du conseil académique.

Le président de la commission est nommé par le recteur.

Le directeur assiste aux délibérations de la commission avec voix délibérative, hors les cas où elle a à statuer sur des questions qui intéressent sa gestion.

Art. 11. - La commission de surveillance est chargée :

1° De préparer la liste des candidats à l'école normale, dont elle aura constaté, dans les formes indiquées ci-après, l'aptitude intellectuelle et morale ;

2° De rédiger le règlement particulier de l'école : ce règlement devra être approuvé par le recteur en conseil académique ;

3° De désigner, à la fin de la première année, ceux des élèves qui seront admis aux cours de deuxième année, et, à la fin de la seconde année, ceux qui pourront passer en troisième année.

Dans le cas de maladie prolongée ou d'absence légitime, la commission peut autoriser un élève à redoubler le cours de première ou de deuxième année ;

4° De dresser, chaque année, le budget et d'examiner les comptes qui lui sont présentés par la direction de l'école, et de consigner ses observations dans un rapport spécial.

Art. 12. - Il est tenu dans chaque école par le directeur, assisté des maîtres adjoints, un registre sur lequel sont consignées les notes trimestrielles sur la conduite et le travail des élèves-maîtres. A la fin du cours d'études, il est fait pour chaque élève un résumé de ces notes dans l'ordre suivant :

1° devoirs religieux ;

2° conduite ;

3° caractère ;

4° aptitude ;

5° progrès.

Ces résumés sont mis à la disposition des conseils académiques pour leur servir à dresser la liste d'admissibilité prescrite par l'article 31 de la loi du 15 mars 1850.

Art. 13. - Les membres de la commission font, au moins une fois tous les trois mois, la visite de l'école ; ils prennent connaissance des registres sur lesquels doivent être consignées, par le directeur, les notes relatives à la conduite, au caractère et au travail de chaque élève.

Ils examinent les classes et interrogent les élèves.

Art. 14. - Tous les ans, au mois de juillet, la commission de surveillance adresse au recteur de l'académie, sur l'état et le personnel de l'école, un rapport qui sera transmis au ministre.

Elle reçoit du directeur, à la même époque, un rapport sur tout ce qui concerne les élèves et la discipline. Elle transmet ce rapport, avec ses observations, au préfet, qui le place sous les yeux du conseil général, et au recteur, qui en envoie au ministre une expédition accompagnée de ses observations.

Titre III

De l'admission des élèves-maîtres

Art. 15. - Chaque année, le ministre détermine, sur l'avis du conseil académique, le nombre des élèves-maîtres qui peuvent être admis à l'école normale, soit à leurs frais, soit aux frais du département et des communes, soit aux frais de l'État.

Art. 16. - Les inscriptions des candidats auront lieu du 1^{er} au 15 janvier : un registre est ouvert à cet effet au secrétariat de l'académie. Aucune inscription ne sera reçue que le candidat n'ait déposé les pièces suivantes :

1° Son acte de naissance, constatant que, au 1^{er} septembre de l'année pendant laquelle il se présente, il aura dix-huit ans accomplis au moins, et vingt-deux ans au plus ;

2° Un certificat de médecin constatant qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole, et qu'il n'est atteint d'aucune infirmité ou d'aucun vice de constitution qui le rende impropre à l'enseignement ;

3° L'engagement légalisé de servir pendant dix ans au moins dans l'Instruction primaire publique.

S'il est mineur, le candidat produira, en outre, une déclaration, aussi légalisée, de son père ou de son tuteur, l'autorisant à contracter cet engagement ;

4° Une note signée de lui, indiquant le lieu ou les lieux qu'il a habités depuis l'âge de quinze ans ;

5° Des certificats de moralité délivrés, tant par les chefs des écoles auxquelles il aura appartenu, soit comme élève, soit comme sous-maître, que par chacune des autorités locales préposées à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement, conformément à l'article 44 de la loi du 15 mars 1850.

Art. 17. - Une enquête est faite par les soins du recteur et des inspecteurs de l'Instruction primaire, sur la conduite et les antécédents des candidats.

Au vu des pièces exigées, et d'après les résultats de l'enquête, la commission de surveillance dresse, du 1^{er} au 15 août, la liste mentionnée en l'article 11.

Sur la production de cette liste et des pièces qui l'accompagnent, ainsi que des demandes présentées par les candidats, le recteur, en conseil académique, prononce, s'il y a lieu, l'admissibilité des candidats à l'école normale.

Art. 18. - Les bourses ou portions de bourses entretenues, soit par l'État, soit par les départements, sont accordées par le recteur en conseil académique.

Les boursiers qui n'obtiennent que des portions de bourses s'engagent à payer la portion qui reste à leur charge. Les boursiers départementaux prennent, en outre, l'engagement de servir pendant dix ans dans le département qui paye leur pension.

Ils peuvent être affranchis en tout ou en partie de ces engagements par une dispense du recteur, sur l'avis conforme du conseil académique.

Les engagements dont il vient d'être question seront légalisés, et, s'il y a lieu, autorisés, comme il est dit au cinquième paragraphe de l'article 16 du présent règlement.

Art. 19. - Les boursiers qui, par leur fait, sortiraient de l'école avant la fin du cours, ou qui refuseraient d'accomplir leur engagement décennal, seront tenus de restituer à l'État ou au département le prix de la pension dont ils auront joui.

Toutefois, ils pourront être dispensés de cette obligation par le ministre, sur l'avis du conseil académique.

Le montant des restitutions fera retour au fonds sur lequel les bourses étaient payées.

La dispense du service militaire cesse à dater du jour où l'engagement a été rompu.

Titre IV

Du régime intérieur

Art. 20. - Les journées commencent et finissent par une prière commune.

La prière du matin et du soir est suivie d'une lecture de piété.

Les jours de dimanche et de fêtes légalement reconnues, les élèves sont conduits aux offices publics par le directeur, assisté des maîtres adjoints.

Art. 21. - Les vacances durent quinze jours au plus.

Tout congé, toute sortie particulière, hors le cas d'une circonstance exceptionnelle dont le directeur est juge, sont formellement interdits pendant la durée du cours d'études.

Les élèves seront toujours conduits en promenade par le directeur ou les maîtres adjoints.

Art. 22. - Chaque année, lorsque les besoins du service le permettent, le recteur peut accorder au directeur et aux maîtres adjoints internes un congé dont la durée ne peut excéder un mois ; ces congés ne pourront être accordés à plusieurs maîtres à la fois.

Art. 23. - Les élèves-maîtres sont chargés du service de propreté dans l'intérieur de l'école.

Titre V

De la discipline

Art. 24. - Les punitions qui peuvent être infligées aux élèves, suivant la gravité des fautes, sont :

la retenue ;

la réprimande ;

l'exclusion.

Le directeur prononce la retenue.

La réprimande est prononcée, suivant les cas, par le directeur, la commission de surveillance ou le recteur.

L'exclusion est prononcée par le recteur, sur l'avis du directeur, la commission de surveillance entendue.

En cas de faute grave, le directeur peut prononcer l'exclusion provisoire.

Lorsque l'exclusion est prononcée, le ministre en est immédiatement informé.

Art. 25. - Tout élève qui, à la fin de l'année, n'est pas jugé en état de passer au cours supérieur cesse de faire partie de l'école.